



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

Federal Accountability Act

Loi fédérale sur la responsabilité

S.C. 2006, c. 9

L.C. 2006, ch. 9

Current to June 20, 2019

À jour au 20 juin 2019

Last amended on December 31, 2011

Dernière modification le 31 décembre 2011

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (2) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

Inconsistencies in Acts

(2) In the event of an inconsistency between a consolidated statute published by the Minister under this Act and the original statute or a subsequent amendment as certified by the Clerk of the Parliaments under the *Publication of Statutes Act*, the original statute or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

NOTE

This consolidation is current to June 20, 2019. The last amendments came into force on December 31, 2011. Any amendments that were not in force as of June 20, 2019 are set out at the end of this document under the heading “Amendments Not in Force”.

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (2) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Incompatibilité – lois

(2) Les dispositions de la loi d'origine avec ses modifications subséquentes par le greffier des Parlements en vertu de la *Loi sur la publication des lois* l'emportent sur les dispositions incompatibles de la loi codifiée publiée par le ministre en vertu de la présente loi.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

Cette codification est à jour au 20 juin 2019. Les dernières modifications sont entrées en vigueur le 31 décembre 2011. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 20 juin 2019 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

TABLE OF PROVISIONS

An Act providing for conflict of interest rules, restrictions on election financing and measures respecting administrative transparency, oversight and accountability

	Short Title
1	Short title
	PART 1
	Conflicts of Interest, Election Financing, Lobbying and Ministers' Staff
	Conflict of Interest Act
	Enactment of Act
	Transitional Provisions
3	Positions
3.1	Reference to Act
	Consequential Amendments
	Canada Post Corporation Act
	Federal Courts Act
	Financial Administration Act
	First Nations Fiscal and Statistical Management Act
	Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act
	Government Employees Compensation Act
	Non-smokers' Health Act
	Official Languages Act
	Parliament of Canada Act
	Parliamentary Employment and Staff Relations Act
	Public Service Superannuation Act
	Radiocommunication Act
	Coordinating Amendments
	Canada Elections Act
	Amendments to Act
	Transitional Provisions
	Consequential Amendments
	Income Tax Act

TABLE ANALYTIQUE

Loi prévoyant des règles sur les conflits d'intérêts et des restrictions en matière de financement électoral, ainsi que des mesures en matière de transparence administrative, de supervision et de responsabilisation

	Titre abrégé
1	Titre abrégé
	PARTIE 1
	Conflits d'intérêts, financement électoral, lobbying et personnel ministériel
	Loi sur les conflits d'intérêts
	Édiction de la loi
	Dispositions transitoires
3	Postes
3.1	Définition de autre loi
	Modifications corrélatives
	Loi sur la Société canadienne des postes
	Loi sur les Cours fédérales
	Loi sur la gestion des finances publiques
	Loi sur la gestion financière et statistique des premières nations
	Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions
	Loi sur l'indemnisation des agents de l'État
	Loi sur la santé des non-fumeurs
	Loi sur les langues officielles
	Loi sur le Parlement du Canada
	Loi sur les relations de travail au Parlement
	Loi sur la pension de la fonction publique
	Loi sur la radiocommunication
	Dispositions de coordination
	Loi électorale du Canada
	Modification de la loi
	Dispositions transitoires
	Modifications corrélatives
	Loi de l'impôt sur le revenu

Lobbyists Registration Act
Amendments to Act
Terminology
Transitional Provisions
Consequential Amendments
Access to Information Act
Financial Administration Act
Official Languages Act
Privacy Act
Parliament of Canada Act
Public Service Employment Act
Amendments to Act
Transitional Provision
Coming into Force

108 Order in council

PART 2
Supporting Parliament
Access to Information Act
Auditor General Act
Official Languages Act
Parliament of Canada Act
Amendments to Act
Coordinating Amendments
Privacy Act

Public Servants Disclosure Protection Act

Transitional Provision

PART 3
Office of the Director of Public Prosecutions, Administrative Transparency and Disclosure of Wrongdoing
Director of Public Prosecutions Act
Enactment of Act
Transitional Provisions

Loi sur l'enregistrement des lobbyistes
Modification de la loi
Terminologie
Dispositions transitoires
Modifications corrélatives
Loi sur l'accès à l'information
Loi sur la gestion des finances publiques
Loi sur les langues officielles
Loi sur la protection des renseignements personnels
Loi sur le Parlement du Canada
Loi sur l'emploi dans la fonction publique
Modification de la loi
Disposition transitoire
Entrée en vigueur

108 Décret

PARTIE 2
Appui au Parlement
Loi sur l'accès à l'information
Loi sur le vérificateur général
Loi sur les langues officielles
Loi sur le Parlement du Canada
Modification de la loi
Dispositions de coordination
Loi sur la protection des renseignements personnels
Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles
Disposition transitoire

PARTIE 3
Directeur des poursuites pénales, transparence administrative et divulgation des actes répréhensibles

Loi sur le directeur des poursuites pénales
Édition de la loi
Dispositions transitoires

Consequential Amendments

Access to Information Act
Canada Elections Act
Department of Justice Act
Financial Administration Act
Privacy Act

Access to Information Act

Amendments to Act

Consequential Amendment

Canadian Wheat Board Act
Canada Elections Act

Amendments to Act

Transitional Provisions

Export Development Act
Library and Archives of Canada Act

Privacy Act

Public Servants Disclosure Protection Act

Amendments to Act

Coordinating Amendment

Salaries Act
Coming into Force

228 Order in council

PART 4

Administrative Oversight and Accountability

Business Development Bank of Canada Act

Canada Council for the Arts Act
Canada Mortgage And Housing Corporation Act
Canada Post Corporation Act
Canada Revenue Agency Act
Canadian Commercial Corporation Act

Modifications corrélatives

Loi sur l'accès à l'information
Loi électorale du Canada
Loi sur le ministère de la Justice
Loi sur la gestion des finances publiques
Loi sur la protection des renseignements personnels
Loi sur l'accès à l'information

Modification de la loi

Modification corrélative

Loi sur la Commission canadienne du blé
Loi électorale du Canada

Modification de la loi

Dispositions transitoires

Loi sur le développement des exportations
Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada

Loi sur la protection des renseignements personnels

Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles

Modification de la loi

Disposition de coordination

Loi sur les traitements
Entrée en vigueur

228 Décret

PARTIE 4

Supervision administrative et responsabilisation

Loi sur la Banque de développement du Canada

Loi sur le Conseil des Arts du Canada

Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement

Loi sur la Société canadienne des postes

Loi sur l'Agence du revenu du Canada

Loi sur la Corporation commerciale canadienne

Canadian Dairy Commission Act	Loi sur la Commission canadienne du lait
Amendments to Act	Modification de la loi
Transitional Provision	Disposition transitoire
Canadian Race Relations Foundation Act	Loi sur la Fondation canadienne des relations raciales
Canadian Tourism Commission Act	Loi sur la Commission canadienne du tourisme
Cape Breton Development Corporation Act	Loi sur la Société de développement du Cap-Breton
Criminal Code	Code criminel
Enterprise Cape Breton Corporation Act	Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton
Amendments to Act	Modification de la loi
Transitional Provision	Disposition transitoire
Export Development Act	Loi sur le développement des exportations
Farm Credit Canada Act	Loi sur le Financement agricole Canada
Financial Administration Act	Loi sur la gestion des finances publiques
Amendments to Act	Modification de la loi
Coordinating Amendments	Dispositions de coordination
Freshwater Fish Marketing Act	Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce
Museums Act	Loi sur les musées
National Arts Centre Act	Loi sur le Centre national des Arts
National Capital Act	Loi sur la capitale nationale
Pilotage Act	Loi sur le pilotage
Public Sector Pension Investment Board Act	Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public
Royal Canadian Mint Act	Loi sur la Monnaie royale canadienne
Standards Council of Canada Act	Loi sur le Conseil canadien des normes
Coming into Force	Entrée en vigueur
300 Order in council	300 Décret
PART 5	PARTIE 5
Procurement and Contracting	Contrats et approvisionnement
Auditor General Act	Loi sur le vérificateur général
Department of Public Works and Government Services Act	Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux

Financial Administration Act
Amendments to Act
Coordinating Amendment
Coming into Force
314 Order in council

SCHEDULE

Loi sur la gestion des finances publiques
Modification de la loi
Disposition de coordination
Entrée en vigueur
314 Décret

ANNEXE



S.C. 2006, c. 9

L.C. 2006, ch. 9

An Act providing for conflict of interest rules, restrictions on election financing and measures respecting administrative transparency, oversight and accountability

Loi prévoyant des règles sur les conflits d'intérêts et des restrictions en matière de financement électoral, ainsi que des mesures en matière de transparence administrative, de supervision et de responsabilisation

[Assented to 12th December 2006]

[Sanctionnée le 12 décembre 2006]

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Short Title

Titre abrégé

Short title

1 This Act may be cited as the *Federal Accountability Act*.

Titre abrégé

1 *Loi fédérale sur la responsabilité.*

PART 1

PARTIE 1

Conflicts of Interest, Election Financing, Lobbying and Ministers' Staff

Conflits d'intérêts, financement électoral, lobbying et personnel ministériel

Conflict of Interest Act

Loi sur les conflits d'intérêts

Enactment of Act

Édiction de la loi

2 The *Conflict of Interest Act* is enacted as follows:

2 Est édictée la *Loi sur les conflits d'intérêts*, dont le texte suit :

[See *Conflict of Interest Act*]

[Voir la *Loi sur les conflits d'intérêts*]

Transitional Provisions

Positions

3 (1) An employee who occupies a position in the office of the Ethics Commissioner immediately before the day on which section 81 of the *Parliament of Canada Act*, as enacted by section 28 of this Act, comes into force continues in that position, except that from that day the employee occupies that position in the office of the Conflict of Interest and Ethics Commissioner.

Transfer of appropriation

(2) Any amount appropriated, for the fiscal year in which this section comes into force, by an appropriation Act based on the Estimates for that year for defraying the charges and expenses of the office of the Ethics Commissioner that, on the day on which this section comes into force, is unexpended is deemed, on that day, to be an amount appropriated for defraying the charges and expenses of the office of the Conflict of Interest and Ethics Commissioner.

References

(3) Every reference to the Ethics Commissioner in any deed, contract, agreement, instrument or other document executed by that person is to be read as a reference to the Conflict of Interest and Ethics Commissioner, unless the context otherwise requires.

Continuation of proceedings

(4) Any action, suit or other legal or administrative proceeding to which the Ethics Commissioner is a party that is pending on the coming into force of this section may be continued by or against the Conflict of Interest and Ethics Commissioner in a similar manner and to the same extent as it would have been continued by or against the Ethics Commissioner.

Transfer of data

(5) All information that, on the day on which this section comes into force, is in the possession or control of the Ethics Commissioner relating to the exercise of his or her powers, duties and functions under the *Parliament of Canada Act* is, as of that day, under the control of the Conflict of Interest and Ethics Commissioner.

Jurisdiction of the Commissioner

(6) The Conflict of Interest and Ethics Commissioner has, with respect to persons subject to and

Dispositions transitoires

Postes

3 (1) L'entrée en vigueur de l'article 81 de la *Loi sur le Parlement*, édicté par l'article 28 de la présente loi, est sans effet sur la situation des employés qui, à la date de cette entrée en vigueur, occupaient un poste auprès du commissaire à l'éthique, à la différence que, à compter de cette date, ils l'occupent auprès du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique.

Transferts de crédit

(2) Les sommes affectées — mais non engagées —, pour l'exercice en cours à la date d'entrée en vigueur du présent article par toute loi de crédits consécutive aux prévisions budgétaires de cet exercice, aux frais et dépenses du bureau du commissaire à l'éthique sont réputées être affectées aux frais et dépenses du bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique.

Mentions

(3) Sauf indication contraire du contexte, dans les contrats, accords, ententes, actes, instruments et autres documents signés par le commissaire à l'éthique sous son nom, la mention de celui-ci vaut mention du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique.

Procédures en cours

(4) Le commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique prend la suite du commissaire à l'éthique, au même titre et dans les mêmes conditions que celui-ci, comme partie aux procédures judiciaires ou administratives en cours à la date d'entrée en vigueur du présent article et auxquelles le commissaire à l'éthique est partie.

Transfert de renseignements

(5) Est à la disposition du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique tout renseignement qui, à la date d'entrée en vigueur du présent article, se trouve à la disposition du commissaire à l'éthique dans le cadre de l'exercice de ses attributions au titre de la *Loi sur le Parlement du Canada*.

Compétence du commissaire

(6) Le commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique conserve, à l'égard de toute personne

obligations established by *The Conflict of Interest and Post-Employment Code for Public Office Holders*, as issued from time to time, the same powers, duties and functions that the Ethics Counsellor or Ethics Commissioner had in relation to those persons and obligations. In addition, the Conflict of Interest and Ethics Commissioner has all the powers, duties and functions of the Commissioner under the *Conflict of Interest Act* in relation to those persons and obligations.

Exception

(7) Subsection (6) does not apply to any person or obligation in respect of which the Ethics Counsellor or Ethics Commissioner had reached a final decision.

Request from parliamentarian

(8) A member of the Senate or House of Commons may, with respect to persons subject to and obligations established by *The Conflict of Interest and Post-Employment Code for Public Office Holders*, as issued from time to time, make a request to the Conflict of Interest and Ethics Commissioner in accordance with section 44 of the *Conflict of Interest Act*.

Reference to Act

3.1 (1) In this section, the *other Act* means, before the day on which section 66 of this Act comes into force, the *Lobbyists Registration Act* and, from that day, the *Lobbying Act*.

Five-year prohibition – lobbying

(2) If, on the day on which section 27 of this Act comes into force, section 10.11 of the other Act, as enacted by section 75 of this Act, is not yet in force, persons who would otherwise be bound by section 29 of the *Conflict of Interest and Post-Employment Code for Public Office Holders* by virtue of their office and who cease to hold that office on or after that day but before the day on which that section 10.11 comes into force, are subject to the obligations established by section 29 of that Code, despite the coming into force of section 27 of this Act.

Jurisdiction of registrar

(3) The registrar referred to in section 8 of the other Act has, with respect to the persons and

assujettie, et des obligation qui figurent, au *Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat*, compte tenu de ses modifications successives, les mêmes attributions que le conseiller ou le commissaire à l'éthique. De plus, il possède, relativement aux mêmes personnes et obligations, les attributions conférées par la *Loi sur les conflits d'intérêts* au commissaire visé par celle-ci.

Exception

(7) Le paragraphe (6) ne s'applique pas à la personne ou à l'obligation pour laquelle le conseiller ou le commissaire à l'éthique avait rendu une décision définitive.

Demande d'un parlementaire

(8) Tout parlementaire peut, à l'égard de toute personne assujettie au *Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat*, compte tenu de ses modifications successives, et des obligations qui y figurent, faire une demande au commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique en conformité avec l'article 44 de la *Loi sur les conflits d'intérêts*.

Définition de autre loi

3.1 (1) Au présent article, *autre loi* s'entend, avant la date d'entrée en vigueur de l'article 66 de la présente loi, de la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes* et, à compter de cette date, de la *Loi sur le lobbying*.

Interdiction quinquennale

(2) Si, à la date d'entrée en vigueur de l'article 27 de la présente loi, l'article 10.11 de l'autre loi, édicté par l'article 75 de la présente loi, n'est pas en vigueur, les personnes qui seraient par ailleurs assujetties à l'article 29 du *Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat* du fait de leur charge et qui cessent d'occuper celle-ci pendant la période commençant à cette date et se terminant le jour qui précède l'entrée en vigueur de cet article 10.11 sont assujetties aux obligations prévues à l'article 29 de ce code, et ce malgré l'entrée en vigueur de l'article 27 de la présente loi.

Directeur de l'enregistrement

(3) Le directeur de l'enregistrement visé à l'article 8 de l'autre loi a, à l'égard des personnes et

obligations referred to in subsection (2), the same powers, duties and functions that the Ethics Commissioner would have in relation to those persons and obligations if section 27 of this Act were not in force.

Consequential Amendments

Canada Post Corporation Act

4 [Amendment]

Federal Courts Act

5 [Amendment]

6 [Amendment]

Financial Administration Act

7 [Amendments]

First Nations Fiscal and Statistical Management Act

8 [Amendment]

Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act

9 [Amendment]

10 [Amendment]

11 [Amendment]

12 [Amendment]

13 [Amendment]

14 [Amendment]

15 [Amendment]

16 [Amendment]

17 [Amendment]

Government Employees Compensation Act

18 [Amendment]

Non-smokers' Health Act

19 [Amendment]

des obligations visées au paragraphe (2), les mêmes attributions que celles que le commissaire à l'éthique aurait eues à leur égard si l'article 27 de la présente loi n'était pas entré en vigueur.

Modifications corrélatives

Loi sur la Société canadienne des postes

4 [Modification]

Loi sur les Cours fédérales

5 [Modification]

6 [Modification]

Loi sur la gestion des finances publiques

7 [Modifications]

Loi sur la gestion financière et statistique des premières nations

8 [Modification]

Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions

9 [Modification]

10 [Modification]

11 [Modification]

12 [Modification]

13 [Modification]

14 [Modification]

15 [Modification]

16 [Modification]

17 [Modification]

Loi sur l'indemnisation des agents de l'État

18 [Modification]

Loi sur la santé des non-fumeurs

19 [Modification]

Official Languages Act

20 [Amendment]**21** [Amendment]**22** [Amendments]**23** [Amendment]**24** [Amendment]**25** [Amendment]

Parliament of Canada Act

26 [Amendment]**27** [Amendment]**28** [Amendment]

Parliamentary Employment and Staff Relations Act

29 [Amendment]**30** [Amendment]**31** [Amendment]**32** [Amendment]

Public Service Superannuation Act

33 [Amendment]

Radiocommunication Act

34 [Amendment]

Coordinating Amendments

35 [Amendment]**36** [Amendment]**37** [Amendment]**38** [Amendment]

Canada Elections Act

Amendments to Act

39 [Amendment]

Loi sur les langues officielles

20 [Modification]**21** [Modification]**22** [Modifications]**23** [Modification]**24** [Modification]**25** [Modification]

Loi sur le Parlement du Canada

26 [Modification]**27** [Modification]**28** [Modification]

Loi sur les relations de travail au Parlement

29 [Modification]**30** [Modification]**31** [Modification]**32** [Modification]

Loi sur la pension de la fonction publique

33 [Modification]

Loi sur la radiocommunication

34 [Modification]

Dispositions de coordination

35 [Modification]**36** [Modification]**37** [Modification]**38** [Modification]

Loi électorale du Canada

Modification de la loi

39 [Modification]

40 [Amendment]

41 [Amendments]

42 [Amendment]

43 [Amendment]

44 [Amendments]

45 [Amendments]

46 [Amendments]

47 [Amendments]

48 [Amendments]

49 [Amendment]

50 [Amendment]

51 [Amendment]

52 [Amendments]

53 [Amendment]

54 [Amendments]

55 [Amendment]

56 [Amendments]

57 [Amendments]

58 [Amendment]

59 [Amendment]

Transitional Provisions

60 [Transitional provision]

61 [Transitional provision]

62 [Transitional provision]

Consequential Amendments

Income Tax Act

63 [Amendment]

64 [Amendments]

40 [Modification]

41 [Modifications]

42 [Modification]

43 [Modification]

44 [Modifications]

45 [Modifications]

46 [Modifications]

47 [Modifications]

48 [Modifications]

49 [Modification]

50 [Modification]

51 [Modification]

52 [Modifications]

53 [Modification]

54 [Modifications]

55 [Modification]

56 [Modifications]

57 [Modifications]

58 [Modification]

59 [Modification]

Dispositions transitoires

60 [Disposition transitoire]

61 [Disposition transitoire]

62 [Disposition transitoire]

Modifications corrélatives

Loi de l'impôt sur le revenu

63 [Modification]

64 [Modifications]

Lobbyists Registration Act

Amendments to Act

- 65** [Amendment]
- 66** [Amendment]
- 67** [Amendments]
- 68** [Amendment]
- 69** [Amendments]
- 70** [Amendments]
- 71** [Amendment]
- 72** [Amendments]
- 73** [Amendment]
- 74** [Amendment]
- 75** [Amendment]
- 76** [Amendment]
- 77** [Amendments]
- 78** [Amendment]
- 79** [Amendment]
- 80** [Amendment]
- 81** [Amendment]

Terminology

- 82** [Amendment]

Transitional Provisions

- 83** [Transitional provision]
- 84** [Transitional provisions]
- 85** [Transitional provision]
- 86** [Transitional provision]
- 87** [Transitional provision]
- 88** [Transitional provisions]

Loi sur l'enregistrement des lobbyistes

Modification de la loi

- 65** [Modification]
- 66** [Modification]
- 67** [Modifications]
- 68** [Modification]
- 69** [Modifications]
- 70** [Modifications]
- 71** [Modification]
- 72** [Modifications]
- 73** [Modification]
- 74** [Modification]
- 75** [Modification]
- 76** [Modification]
- 77** [Modifications]
- 78** [Modification]
- 79** [Modification]
- 80** [Modification]
- 81** [Modification]

Terminologie

- 82** [Modification]

Dispositions transitoires

- 83** [Disposition transitoire]
- 84** [Dispositions transitoires]
- 85** [Disposition transitoire]
- 86** [Disposition transitoire]
- 87** [Disposition transitoire]
- 88** [Dispositions transitoires]

88.1 [Transitional provisions]

88.11 [Transitional provisions]

88.2 [Transitional provision]

Consequential Amendments

Access to Information Act

89 [Amendment]

90 [Amendment]

91 [Amendment]

Financial Administration Act

92 [Amendment]

93 [Amendment]

94 [Amendment]

95 [Amendment]

Official Languages Act

96 [Amendment]

Privacy Act

97 [Amendment]

98 [Amendment]

Parliament of Canada Act

99 [Amendment]

Public Service Employment Act

Amendments to Act

100 [Amendment]

101 [Amendment]

102 [Amendment]

103 [Amendments]

104 [Amendment]

88.1 [Dispositions transitoires]

88.11 [Dispositions transitoires]

88.2 [Disposition transitoire]

Modifications corrélatives

Loi sur l'accès à l'information

89 [Modification]

90 [Modification]

91 [Modification]

Loi sur la gestion des finances publiques

92 [Modification]

93 [Modification]

94 [Modification]

95 [Modification]

Loi sur les langues officielles

96 [Modification]

Loi sur la protection des renseignements personnels

97 [Modification]

98 [Modification]

Loi sur le Parlement du Canada

99 [Modification]

Loi sur l'emploi dans la fonction publique

Modification de la loi

100 [Modification]

101 [Modification]

102 [Modification]

103 [Modifications]

104 [Modification]

105 [Amendment]

106 [Amendment]

Transitional Provision

107 [Transitional provision]

Coming into Force

Order in council

108 (1) The provisions of the *Conflict of Interest Act*, as enacted by section 2 of this Act, sections 3 to 34 of this Act and any provisions enacted or repealed effected by those sections come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 35 to 38, 59, 83, 88.1 to 88.2 and 100 to 107 in force on assent December 12, 2006; the *Conflict of Interest Act*, as enacted by section 2, and sections 3 to 34 in force July 9, 2007, see SI/2007-75.]

Order in council

(2) Notwithstanding subsection 114(4) of the *Canada Pension Plan*, the provisions of the *Conflict of Interest Act*, as enacted by section 2 of this Act, come into force as provided under subsection (1) but do not apply in respect of the Canada Pension Plan Investment Board unless the lieutenant governor in council of each of at least two thirds of the included provinces, within the meaning of subsection 114(1) of the *Canada Pension Plan*, having in the aggregate not less than two thirds of the population of all of the included provinces, has signified the consent of that province to those provisions.

Coming into force

(3) Sections 39 and 40, subsections 44(1) and (2) and sections 56 and 58 come into force six months after the day on which this Act receives royal assent.

* [Note: Sections 39 and 40, subsections 44(1) and (2) and sections 56 and 58 in force June 12, 2007.]

Coming into force

(4) Sections 41 to 43, subsections 44(3) and (4) and sections 45 to 55, 57 and 60 to 64 come into force or are deemed to have come into force on January 1, 2007.

105 [Modification]

106 [Modification]

Disposition transitoire

107 [Disposition transitoire]

Entrée en vigueur

Décret

108 (1) Les dispositions de la *Loi sur les conflits d'intérêts*, édictée par l'article 2 de la présente loi, ainsi que les articles 3 à 34 de la présente loi, ou toute disposition édictée ou toute abrogation prévue par l'un ou l'autre de ceux-ci, entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

* [Note: Articles 35 à 38, 59, 83, 88.1 à 88.2 et 100 à 107 en vigueur à la sanction le 12 décembre 2006; *Loi sur les conflits d'intérêts*, édictée par l'article 2, et articles 3 à 34 en vigueur le 9 juillet 2007, voir TR/2007-75.]

Décret

(2) Par dérogation au paragraphe 114(4) du *Régime de pensions du Canada*, les dispositions de la *Loi sur les conflits d'intérêts*, édictée par l'article 2 de la présente loi, entrent en vigueur conformément au paragraphe (1); elles n'ont toutefois aucun effet à l'égard de l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada tant que les lieutenants-gouverneurs en conseil d'au moins les deux tiers des provinces incluses, au sens du paragraphe 114(1) du *Régime de pensions du Canada*, comptant au total les deux tiers au moins de la population de toutes les provinces incluses, n'ont pas signifié le consentement de leur province respective à ces dispositions.

Entrée en vigueur

(3) Les articles 39 et 40, les paragraphes 44(1) et (2) et les articles 56 et 58 entrent en vigueur six mois après la date de sanction de la présente loi.

* [Note: Articles 39 et 40, paragraphes 44(1) et (2) et articles 56 et 58 en vigueur le 12 juin 2007.]

Entrée en vigueur

(4) Les articles 41 à 43, les paragraphes 44(3) et (4) et les articles 45 à 55, 57 et 60 à 64 entrent en vigueur ou sont réputés être entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

Coming into force

(4.1) Sections 63 and 64 come into force or are deemed to have come into force on January 1, 2007, but do not apply in respect of monetary contributions made before that day.

Order in council

(5) Sections 65 to 82, 84 to 88 and 89 to 98 come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 65 to 82, 84 to 88 and 89 to 98 in force July 2, 2008, *see* SI/2008-41.]

Coming into force

(6) Section 99 of this Act comes into force on the day on which section 81 of the *Parliament of Canada Act*, as enacted by section 28 of this Act, comes into force.

* [Note: Section 99 in force July 9, 2007.]

PART 2**Supporting Parliament**

Access to Information Act

109 [Amendments]

Auditor General Act

110 [Amendments]

Official Languages Act

111 [Amendments]

Parliament of Canada Act

Amendments to Act

112 [Amendment]

113 [Amendment]

114 [Amendment]

115 [Amendment]

116 [Amendment]

Entrée en vigueur

(4.1) Les articles 63 et 64 entrent en vigueur ou sont réputés être entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2007, mais ils ne s'appliquent pas à l'égard des contributions monétaires faites avant cette date.

Décret

(5) Les articles 65 à 82, 84 à 88 et 89 à 98 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

* [Note : Articles 65 à 82, 84 à 88 et 89 à 98 en vigueur le 2 juillet 2008, *voir* TR/2008-41.]

Entrée en vigueur

(6) L'article 99 de la présente loi entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'article 81 de la *Loi sur le Parlement du Canada*, édicté par l'article 28 de la présente loi.

* [Note : Article 99 en vigueur le 9 juillet 2007.]

PARTIE 2**Appui au Parlement**

Loi sur l'accès à l'information

109 [Modifications]

Loi sur le vérificateur général

110 [Modifications]

Loi sur les langues officielles

111 [Modifications]

Loi sur le Parlement du Canada

Modification de la loi

112 [Modification]

113 [Modification]

114 [Modification]

115 [Modification]

116 [Modification]

Coordinating Amendments

117 (1) [Repealed, 2006, c. 9, s. 117(2)]

(2) [Amendment]

Privacy Act

118 [Amendments]

Public Servants Disclosure Protection Act

119 [Amendments]

Transitional Provision

120 [Transitional provision]

PART 3

Office of the Director of Public Prosecutions, Administrative Transparency and Disclosure of Wrongdoing

Director of Public Prosecutions Act

Enactment of Act

121 *The Director of Public Prosecutions Act is enacted as follows:*

[See *Director of Public Prosecutions Act*]

Transitional Provisions

122 [Transitional provision]

123 [Transitional provisions]

124 [Transitional provisions]

125 [Transitional provision]

126 [Transitional provision]

Dispositions de coordination

117 (1) [Abrogé, 2006, ch. 9, par. 117(2)]

(2) [Modification]

Loi sur la protection des renseignements personnels

118 [Modifications]

Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles

119 [Modifications]

Disposition transitoire

120 [Disposition transitoire]

PARTIE 3

Directeur des poursuites pénales, transparence administrative et divulgation des actes répréhensibles

Loi sur le directeur des poursuites pénales

Édiction de la loi

121 *Est édictée la Loi sur le directeur des poursuites pénales, dont le texte suit :*

[Voir la *Loi sur le directeur des poursuites pénales*]

Dispositions transitoires

122 [Disposition transitoire]

123 [Dispositions transitoires]

124 [Dispositions transitoires]

125 [Disposition transitoire]

126 [Disposition transitoire]

127 [Transitional provisions]

128 [Transitional provision]

Consequential Amendments

Access to Information Act

129 [Amendment]

Canada Elections Act

130 [Amendment]

131 [Amendments]

132 [Amendment]

133 [Amendments]

134 [Amendment]

135 [Amendment]

136 [Amendment]

Department of Justice Act

137 [Amendment]

Financial Administration Act

138 [Amendment]

139 [Amendment]

Privacy Act

140 [Amendment]

Access to Information Act

Amendments to Act

141 [Amendments]

142 [Amendment]

143 [Amendment]

144 [Amendment]

145 [Amendment]

146 [Amendments]

127 [Dispositions transitoires]

128 [Disposition transitoire]

Modifications corrélatives

Loi sur l'accès à l'information

129 [Modification]

Loi électorale du Canada

130 [Modification]

131 [Modifications]

132 [Modification]

133 [Modifications]

134 [Modification]

135 [Modification]

136 [Modification]

Loi sur le ministère de la Justice

137 [Modification]

Loi sur la gestion des finances publiques

138 [Modification]

139 [Modification]

Loi sur la protection des renseignements personnels

140 [Modification]

Loi sur l'accès à l'information

Modification de la loi

141 [Modifications]

142 [Modification]

143 [Modification]

144 [Modification]

145 [Modification]

146 [Modifications]

147 [Amendment]

147 [Modification]

148 [Amendment]

148 [Modification]

149 [Amendments]

149 [Modifications]

150 [Amendment]

150 [Modification]

151 [Amendment]

151 [Modification]

152 [Amendment]

152 [Modification]

153 [Amendment]

153 [Modification]

154 [Amendment]

154 [Modification]

155 [Amendment]

155 [Modification]

156 [Amendment]

156 [Modification]

157 [Amendment]

157 [Modification]

158 [Amendment]

158 [Modification]

159 [Amendment]

159 [Modification]

160 [Amendment]

160 [Modification]

161 [Amendments]

161 [Modifications]

162 [Amendment]

162 [Modification]

163 [Amendments]

163 [Modifications]

164 [Amendment]

164 [Modification]

165 [Amendment]

165 [Modification]

166 [Amendment]

166 [Modification]

167 [Amendment]

167 [Modification]

168 [Amendment]

168 [Modification]

169 [Amendment]

169 [Modification]

170 [Amendment]

170 [Modification]

171 [Amendment]

171 [Modification]

172 [Amendment]

172 [Modification]

172.01 [Amendment]

172.01 [Modification]

Consequential Amendment

Canadian Wheat Board Act

172.1 [Amendment]

Canada Elections Act

Amendments to Act

173 [Amendment]

174 [Amendments]

175 [Amendment]

176 [Amendment]

177 [Amendment]

Transitional Provisions

178 [Transitional provisions]

Export Development Act

179 [Amendment]

Library and Archives of Canada Act

179.1 [Amendment]

180 [Amendment]

Privacy Act

181 [Amendments]

182 [Amendment]

183 [Amendment]

184 [Amendment]

185 [Amendment]

186 [Amendment]

187 [Amendment]

Modification corrélative

Loi sur la Commission canadienne du blé

172.1 [Modification]

Loi électorale du Canada

Modification de la loi

173 [Modification]

174 [Modifications]

175 [Modification]

176 [Modification]

177 [Modification]

Dispositions transitoires

178 [Dispositions transitoires]

Loi sur le développement des exportations

179 [Modification]

Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada

179.1 [Modification]

180 [Modification]

Loi sur la protection des renseignements personnels

181 [Modifications]

182 [Modification]

183 [Modification]

184 [Modification]

185 [Modification]

186 [Modification]

187 [Modification]

188 [Amendment]

189 [Amendment]

190 [Amendment]

191 [Amendment]

192 [Amendment]

193 [Amendment]

Public Servants Disclosure Protection Act

Amendments to Act

194 [Amendments]

195 [Amendment]

196 [Amendment]

197 [Amendments]

198 [Amendment]

199 [Amendment]

200 [Amendment]

201 [Amendment]

202 [Amendments]

203 [Amendment]

204 [Amendment]

205 [Amendments]

206 [Amendment]

207 [Amendment]

208 [Amendment]

209 [Amendment]

210 [Amendments]

211 [Amendment]

212 [Amendment]

213 [Amendment]

188 [Modification]

189 [Modification]

190 [Modification]

191 [Modification]

192 [Modification]

193 [Modification]

Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles

Modification de la loi

194 [Modifications]

195 [Modification]

196 [Modification]

197 [Modifications]

198 [Modification]

199 [Modification]

200 [Modification]

201 [Modification]

202 [Modifications]

203 [Modification]

204 [Modification]

205 [Modifications]

206 [Modification]

207 [Modification]

208 [Modification]

209 [Modification]

210 [Modifications]

211 [Modification]

212 [Modification]

213 [Modification]

214 [Amendment]

215 [Amendment]

216 [Amendment]

217 [Amendments]

218 [Amendment]

219 [Amendment]

220 [Amendment]

221 [Amendment]

222 [Amendment]

223 [Amendment]

224 [Amendment]

225 [Amendment]

Coordinating Amendment

226 [Amendment]

Salaries Act

227 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

228 ***(1)** Sections 3.01 and 3.1 of the *Access to Information Act*, as enacted by section 142 of this Act, and section 3.01 of the *Privacy Act*, as enacted by section 182 of this Act, as well as subsection 141(2), sections 143 to 149, 154 and 157 to 160, subsection 163(1), sections 164 to 179, subsection 181(2) and sections 183, 184 and 186 to 193 of this Act and any provisions enacted by those provisions come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 173 to 178 in force February 10, 2007, see SI/2007-17; section 3.01 of the *Access to Information Act*, as enacted by section 142, section 3.01 of the *Privacy Act*, as enacted by section 182 and sections 149, 154, 157, 158, 160, 172, 172.1, 179, 184, 186, 187 and 189 in force March 1, 2007, see SI/2007-19; sections 144 to 146, 165 to 171, 183 and 191 to 193 in force April 1, 2007, see SI/2007-20; section 172.01 in force April 1, 2007, see SI/2007-38; section 3.1 of the *Access to Information Act*, as enacted by section 142, subsection 141(2), sections 143, 147, 148, 159, subsection 163(1), section 164, subsection 181(2) and sections 188 and 190 in force September 1, 2007, see SI/2007-39; remainder of provisions in force on assent December 12, 2006.]

214 [Modification]

215 [Modification]

216 [Modification]

217 [Modifications]

218 [Modification]

219 [Modification]

220 [Modification]

221 [Modification]

222 [Modification]

223 [Modification]

224 [Modification]

225 [Modification]

Disposition de coordination

226 [Modification]

Loi sur les traitements

227 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

228 ***(1)** Les articles 3.01 et 3.1 de la *Loi sur l'accès à l'information*, édictés par l'article 142 de la présente loi, l'article 3.01 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, édicté par l'article 182 de la présente loi, ainsi que le paragraphe 141(2), les articles 143 à 149, 154 et 157 à 160, le paragraphe 163(1), les articles 164 à 179, le paragraphe 181(2) et les articles 183, 184 et 186 à 193 de la présente loi, et toute disposition édictée par l'un ou l'autre de ceux-ci entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

* [Note : Articles 173 à 178 en vigueur le 10 février 2007, voir TR/2007-17; article 3.01 de la *Loi sur l'accès à l'information*, édicté par l'article 142, article 3.01 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, édicté par l'article 182, articles 149, 154, 157, 158, 160, 172, 172.1, 179, 184, 186, 187 et 189 en vigueur le 1^{er} mars 2007, voir TR/2007-19; articles 144 à 146, 165 à 171, 183 et 191 à 193 en vigueur le 1^{er} avril 2007, voir TR/2007-20; article 172.01 en vigueur le 1^{er} avril 2007, voir TR/2007-38; article 3.1 de la *Loi sur l'accès à l'information*, édicté par l'article 142, paragraphe 141(2), articles 143, 147, 148, 159, paragraphe 163(1), article 164, paragraphe 181(2) et articles 188

Canada Pension Plan Investment Board

(2) Despite subsection (1), the definition *government institution* in section 3 of the *Access to Information Act*, as enacted by subsection 141(2) of this Act, and the definition *government institution* in section 3 of the *Privacy Act*, as enacted by subsection 181(2) of this Act, do not apply in respect of the Canada Pension Plan Investment Board unless the lieutenant governor in council of each of at least two thirds of the included provinces, within the meaning of subsection 114(1) of the *Canada Pension Plan*, having in the aggregate not less than two thirds of the population of all of the included provinces, has signified the consent of that province to the application of those definitions to the Board.

PART 4

Administrative Oversight and Accountability

Business Development Bank of Canada Act

229 [Amendment]

Canada Council for the Arts Act

230 [Amendment]

Canada Mortgage And Housing Corporation Act

231 [Amendments]

232 [Amendment]

233 [Amendment]

Canada Post Corporation Act

234 [Amendments]

et 190 en vigueur le 1^{er} septembre 2007, voir TR/2007-39; les autres dispositions en vigueur à la sanction le 12 décembre 2006.]

Office d'investissement du régime de pensions du Canada

(2) Malgré le paragraphe (1), la définition de *institution fédérale* à l'article 3 de la *Loi sur l'accès à l'information*, édictée par le paragraphe 141(2) de la présente loi, ainsi que la définition de ce terme à l'article 3 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, édictée par le paragraphe 181(2) de la présente loi, ne s'appliquent pas à l'égard de l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada tant que les lieutenants-gouverneurs en conseil d'au moins les deux tiers des provinces incluses, au sens du paragraphe 114(1) du *Régime de pensions du Canada*, comptant au total les deux tiers au moins de la population de toutes les provinces incluses, n'ont pas signifié le consentement de leur province respective à l'application de ces définitions à l'égard de l'Office.

PARTIE 4

Supervision administrative et responsabilisation

Loi sur la Banque de développement du Canada

229 [Modification]

Loi sur le Conseil des Arts du Canada

230 [Modification]

Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement

231 [Modifications]

232 [Modification]

233 [Modification]

Loi sur la Société canadienne des postes

234 [Modifications]

235 [Amendment]

236 [Amendment]

Canada Revenue Agency Act

237 [Amendment]

Canadian Commercial Corporation Act

238 [Amendment]

Canadian Dairy Commission Act

Amendments to Act

239 [Amendment]

240 [Amendments]

241 [Amendment]

Transitional Provision

242 [Transitional provision]

Canadian Race Relations Foundation Act

243 [Amendment]

244 [Amendment]

Canadian Tourism Commission Act

244.1 [Amendment]

244.2 [Amendment]

Cape Breton Development Corporation Act

245 [Amendment]

Criminal Code

246 [Amendment]

235 [Modification]

236 [Modification]

Loi sur l'Agence du revenu du Canada

237 [Modification]

Loi sur la Corporation commerciale canadienne

238 [Modification]

Loi sur la Commission canadienne du lait

Modification de la loi

239 [Modification]

240 [Modifications]

241 [Modification]

Disposition transitoire

242 [Disposition transitoire]

Loi sur la Fondation canadienne des relations raciales

243 [Modification]

244 [Modification]

Loi sur la Commission canadienne du tourisme

244.1 [Modification]

244.2 [Modification]

Loi sur la Société de développement du Cap-Breton

245 [Modification]

Code criminel

246 [Modification]

Enterprise Cape Breton Corporation Act

Amendments to Act

247 [Amendments]

248 [Amendment]

249 [Amendment]

250 [Amendment]

251 [Amendments]

252 [Amendments]

Transitional Provision

253 [Transitional provision]

Export Development Act

254 [Amendment]

Farm Credit Canada Act

255 [Amendment]

256 [Amendment]

Financial Administration Act

Amendments to Act

257 [Amendment]

258 [Amendment]

259 [Amendment]

260 [Amendment]

261 [Amendment]

262 [Amendments]

263 [Amendment]

264 [Amendment]

Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton

Modification de la loi

247 [Modifications]

248 [Modification]

249 [Modification]

250 [Modification]

251 [Modifications]

252 [Modifications]

Disposition transitoire

253 [Disposition transitoire]

Loi sur le développement des exportations

254 [Modification]

Loi sur Financement agricole Canada

255 [Modification]

256 [Modification]

Loi sur la gestion des finances publiques

Modification de la loi

257 [Modification]

258 [Modification]

259 [Modification]

260 [Modification]

261 [Modification]

262 [Modifications]

263 [Modification]

264 [Modification]

265 [Amendment]

266 [Amendment]

267 [Amendment]

268 [Amendment]

269 [Amendment]

270 [Amendment]

Coordinating Amendments

271 [Amendment]

272 [Amendment]

273 [Amendment]

274 [Amendment]

275 [Amendment]

Freshwater Fish Marketing Act

276 [Amendments]

277 [Amendment]

278 [Amendment]

Museums Act

279 [Amendment]

National Arts Centre Act

280 [Amendment]

281 [Amendment]

282 [Amendment]

National Capital Act

283 [Amendments]

284 [Amendment]

285 [Amendments]

286 [Amendment]

265 [Modification]

266 [Modification]

267 [Modification]

268 [Modification]

269 [Modification]

270 [Modification]

Dispositions de coordination

271 [Modification]

272 [Modification]

273 [Modification]

274 [Modification]

275 [Modification]

Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce

276 [Modifications]

277 [Modification]

278 [Modification]

Loi sur les musées

279 [Modification]

Loi sur le Centre national des Arts

280 [Modification]

281 [Modification]

282 [Modification]

Loi sur la capitale nationale

283 [Modifications]

284 [Modification]

285 [Modifications]

286 [Modification]

287 [Amendment]

288 [Amendment]

289 [Amendment]

Pilotage Act

290 [Amendments]

291 [Amendment]

292 [Amendment]

293 [Amendment]

294 [Amendment]

Public Sector Pension Investment Board Act

295 [Amendment]

296 [Amendment]

297 [Amendment]

Royal Canadian Mint Act

298 [Amendment]

Standards Council of Canada Act

299 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

300 ***(1)** Subject to subsection (2), sections 239 to 242, 244, 246 to 253 and 261, subsections 262(1) and (3) and sections 263 to 266, 269, 283 to 289 and 295 come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 244, 246, 261, subsections 262(1) and (3) and sections 263 to 266, 269 and 295 in force March 1, 2007, see SI/2007-15; sections 247 to 253 in force April 1, 2007, see SI/2007-28; sections 283 to 289 in force April 1, 2007, see SI/2007-29; sections 239 to 242 in force April 27, 2007, see SI/2007-30; remainder of provisions, except subsection 262(2), in force on assent December 12, 2006.]

287 [Modification]

288 [Modification]

289 [Modification]

Loi sur le pilotage

290 [Modifications]

291 [Modification]

292 [Modification]

293 [Modification]

294 [Modification]

Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public

295 [Modification]

296 [Modification]

297 [Modification]

Loi sur la Monnaie royale canadienne

298 [Modification]

Loi sur le Conseil canadien des normes

299 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

300 ***(1)** Sous réserve du paragraphe (2), les articles 239 à 242, 244, 246 à 253 et 261, les paragraphes 262(1) et (3) et les articles 263 à 266, 269, 283 à 289 et 295 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

* [Note: Articles 244, 246, 261, paragraphes 262(1) et (3) et articles 263 à 266, 269 et 295 en vigueur le 1^{er} mars 2007, voir TR/2007-15; articles 247 à 253 en vigueur le 1^{er} avril 2007, voir TR/2007-28; articles 283 à 289 en vigueur le 1^{er} avril 2007, voir TR/2007-29; articles 239 à 242 en vigueur le 27 avril 2007, voir TR/2007-30; les autres dispositions, sauf paragraphe 262(2), en vigueur à la sanction le 12 décembre 2006.]

Order in council

***(2) Subsection 262(2) comes into force, in accordance with subsection 114(4) of the *Canada Pension Plan*, on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Subsection 262(2) in force December 31, 2011, see SI/2011-117.]

PART 5**Procurement and Contracting****Auditor General Act**

301 [Amendments]

302 [Amendments]

303 [Amendment]

304 [Amendment]

305 [Amendment]

Department of Public Works and Government Services Act

306 [Amendment]

307 [Amendment]

Financial Administration Act**Amendments to Act**

308 [Amendment]

309 [Amendments]

310 [Amendment]

311 [Amendment]

312 [Amendment]

Coordinating Amendment

313 [Amendment]

Décret

***(2) Le paragraphe 262(2) entre en vigueur, en conformité avec le paragraphe 114(4) du *Régime de pensions du Canada*, à la date fixée par décret.**

* [Note: Paragraphe 262(2) en vigueur le 31 décembre 2011, voir TR/2011-117.]

PARTIE 5**Contrats et approvisionnement****Loi sur le vérificateur général**

301 [Modifications]

302 [Modifications]

303 [Modification]

304 [Modification]

305 [Modification]

Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux

306 [Modification]

307 [Modification]

Loi sur la gestion des finances publiques**Modification de la loi**

308 [Modification]

309 [Modifications]

310 [Modification]

311 [Modification]

312 [Modification]

Disposition de coordination

313 [Modification]

Coming into Force

Order in council

314 (1) Sections 306 and 307 come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 301 to 305 and 308 to 313 in force on assent December 12, 2006; sections 306 and 307 in force May 5, 2008, see SI/2008-52.]

Order in council

(2) Notwithstanding subsection 114(4) of the *Canada Pension Plan*, section 312 comes into force on the day on which this Act is assented to, but that section does not apply in respect of the Canada Pension Plan Investment Board unless the lieutenant governor in council of each of at least two thirds of the included provinces, within the meaning of subsection 114(1) of that Act, having in the aggregate not less than two thirds of the population of all of the included provinces, has signified the consent of that province to the amendment made by that section.

Entrée en vigueur

Décret

314 (1) Les articles 306 et 307 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

* [Note : Articles 301 à 305 et 308 à 313 en vigueur à la sanction le 12 décembre 2006; articles 306 et 307 en vigueur le 5 mai 2008, voir TR/2008-52.]

Décret

(2) Par dérogation au paragraphe 114(4) du *Régime de pensions du Canada*, l'article 312 de la présente loi entre en vigueur à la date de sanction de celle-ci; cet article n'a toutefois aucun effet à l'égard de l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada tant que les lieutenants-gouverneurs en conseil d'au moins les deux tiers des provinces incluses, au sens du paragraphe 114(1) du *Régime de pensions du Canada*, comptant au total les deux tiers au moins de la population de toutes les provinces incluses, n'ont pas signifié le consentement de leur province respective à la modification envisagée par cet article.

SCHEDULE

[Amendment]

ANNEXE

[Modification]